

## **Financement des TPE-PME : L'asphyxie des entreprises exige des actes concrets**

Après les Echos fin novembre, c'est au tour de BFM Radio de révéler que les banques sollicitent les entreprises en bonne santé financière pour qu'elles utilisent leur ligne de crédit. Autrement dit, les banques démarchent des entreprises qui n'ont pas besoin d'argent pour les inciter à emprunter, tandis qu'elles continuent à rejeter les demandes des entreprises qui ont réellement besoin de liquidités : ainsi, selon le dernier baromètre des TPE Ifop Fiducial, les refus de crédit atteignent 42% des demandes, soit une augmentation de 19 points par rapport au trimestre précédent !

Le stratagème mis en place par les banques vise à faire croire à l'exécutif qu'elles continuent de financer l'économie réelle quand elles se contentent en réalité de ne prêter qu'au club très fermé des entreprises qui ne présentent pas de risques. Cette supercherie ne masquera pas le fait que les banques ne tiendront pas leurs engagements d'une augmentation des encours de crédit de 3 à 4% en 2009. Surtout, les derniers chiffres publiés par la Banque de France montrent une baisse spectaculaire des crédits de trésorerie de 15,6% sur un an, preuve de leur désengagement de ce secteur du crédit pourtant vital pour les entreprises. De plus, le modèle imposé par les banques aux TPE - découvert cher au lieu d'un crédit - doit être totalement remis en cause. Le président de la Banque Centrale Européenne, Jean-Claude Trichet en est réduit à rappeler que la BCE avait pris des mesures exceptionnelles de soutien au crédit, "pas pour les banques elles-mêmes, mais pour leur permettre de financer l'ensemble de l'économie".

Depuis le début de la crise économique au printemps 2008, le Cerf explique que les banques doivent au contraire mettre l'accent sur le crédit court terme et en particulier le crédit de trésorerie qui permet de financer le quotidien : l'urgence est bien de sauvegarder l'activité avant d'envisager de solliciter un crédit d'investissement. Le Cerf n'a cessé de dénoncer des banques, qui ont coupé le robinet à liquidités et sont ainsi responsables de milliers de défaillances d'entreprises et d'une envolée du nombre de chômeurs, victimes collatérales d'une crise financière payée comptant. Le Cerf demande ainsi depuis plusieurs mois à l'exécutif des actes politiques forts pour enrayer la machine à casser l'activité mise en œuvre par des banques qui se sont détournées de leur cœur de métier pour investir sur les marchés financiers.

Concrètement, soit le gouvernement réussit à contraindre les banques de financer l'activité ; soit le gouvernement sera contraint de mettre en place un système alternatif de crédit aux entreprises qui obligera enfin un secteur bancaire pas suffisamment concurrentiel, à s'aligner. L'Etat en a les moyens, via sa participation dans le groupe Banque populaire-Caisse d'Épargne : BPCE pourrait faire du crédit aux TPE et PME, un axe fort de son développement. Cet objectif était à l'origine de la création du CEPME, devenu BDPME, puis Oséo, combattu par le secteur bancaire qui ne voulait pas de cette concurrence : fortes de leur réseau d'influence, les banques ont ainsi mis la main sur un dispositif auquel les entreprises n'ont plus accès sans leur accord...

**Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à votre réseau et à vos élus - maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux**

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !  
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19